



La fermeture de la centrale de Fessenheim repoussée de dix ans. Un président de la République qui ne voit pas en quoi la catastrophe de Fukushima pourrait remettre en cause l'industrie nucléaire française. La présidente d'Areva qui, à peine limogée, trouve refuge au conseil d'administration d'un quotidien national réputé « de gauche ». Comme le nuage de Tchernobyl en son temps, il semble que les effets dévastateurs de l'explosion de Fukushima sur le consensus nucléariste doivent une nouvelle fois s'arrêter aux frontières de la France. La folle arrogance des nucléocrates hexagonaux n'a pas de limites : l'Allemagne décide de sortir du nucléaire, c'est un « cas isolé ». La Suisse puis l'Italie lui emboîtent le pas : tant mieux, on leur vendra notre électricité. Un peu plus et on nous expliquait, diagrammes psychologiques à l'appui, que si le Japon, à son tour, veut en finir avec ses centrales, c'est en vertu d'un excès passager de radiophobie.

Partout dans le monde, le tissu de raisonnements spéculatifs, de promesses mirifiques et de mensonges éhontés avec lequel se soutenait le lobby nucléaire se déchire. Fukushima a exposé aux yeux de tous l'incroyable bricolage à quoi se réduit le fonctionnement quotidien d'une centrale dans le pays « le plus avancé technologiquement au monde ». On ne peut plus ignorer sans mauvaise foi la démission soudaine de tous les responsables dès que survient l'accident, l'impuissance du gouvernement japonais à faire face à la moindre des conséquences de celui-ci, les dosimètres distribués aux écoliers pour déguiser cette impuissance en constat scientifique, le réhaussement aléatoire et opportun des seuils de toxicité admissibles par l'organisme humain, bref : l'incompatibilité entre le nucléaire et le fait d'habiter quelque part sur la planète Terre. Tandis que s'effondrent tous les arguments économiques en faveur de l'atome, les Etats les plus lucides laissent derrière eux ce monstre incontrôlable. Avec ses projets d'EPR, d'ITER, avec son MOX et ses « dommages collatéraux » que des territoires entiers subissent à l'extérieur de l'Europe, la France fait de plus en plus l'effet d'un malade en plein délire qui divague dangereusement dans le concert des nations. A voir l'Etat français engloutir depuis des décennies des milliards en pure perte, on se dit que s'il s'agissait d'un individu, cela ferait bien

longtemps qu'on l'aurait mis sous curatelle. Mais la passion nationale des grands équipements et des nouvelles technologies, le rêve d'exporter un jour quelque chose d'autre que du vin, des armes et des bagnoles rencontrent ici les intérêts bien compris d'une mafia économique, d'une secte de scientifiques et d'ingénieurs qui se croient une élite. Pour le lobby nucléariste français, la seule façon d'échapper à la sanction de tous ses crimes et mensonges passés est d'en commettre d'encore plus énormes. Si la population a été un jour prise en otage, c'est par ces gens et cette démente-là. Le nucléaire en France est un cauchemar dont Fukushima doit sonner le réveil.

Pour commencer, il faut reconnaître l'échec des hypothèses qui ont porté les réseaux anti-nucléaires de la phase précédente.

1 - L'hypothèse qu'il suffirait de « faire de l'information » et de faire pression sur les élus, qui ne seraient pas assez au fait de la menace nucléaire, a été battue en brèche par Fukushima : tout le monde sait désormais. Des sondages veulent bien admettre que 60 % de la population française ne veut plus du nucléaire et pourtant rien ne change. C'est donc que le problème nucléaire en France n'est pas une question technique d'argumentation rationnelle et de transparence de l'information, mais une question politique de rapport de force. Si le gouvernement allemand, clairement nucléariste, a décidé de sortir du nucléaire sous dix ans, ce n'est pas en vertu d'une soudaine illumination de la raison, mais grâce à la puissance d'un mouvement capable d'agir et de mettre des centaines de milliers de gens dans la rue.

2 - Les luttes anti-nucléaires historiques en France et ailleurs dans le monde n'ont jamais remporté de victoire qu'à condition d'avoir une forte emprise locale. C'est au fond la différence entre Plogoff et Malville. C'est aussi l'explication de la longévité et de la vigueur intacte de la mobilisation allemande dans le Wendland contre les transports de déchets Castor. C'est donc pour commencer localement qu'il faut s'organiser, et de là être capable d'en appeler au soutien de tous ceux qui viennent d'ailleurs.

3 - Le problème nucléaire ne se pose pas en termes de risques qu'il faudrait gérer et idéalement faire tendre vers zéro. Il n'y a pas le fonctionnement normal du nucléaire et ses regrettables accidents. Lorsqu'il se rappelle à nous périodiquement, par une catastrophe tonitruante, on en oublierait presque que la catastrophe tient tant dans ses dysfonctionnements que dans ce qu'il empêche même en parfait état de marche. Le nucléaire irradie au moins autant nos imaginaires que nos thyroïdes. Tous nos possibles s'éclipsent derrière l'échelle démesurée qu'il impose. De telles infrastructures, quadrillant des milliers de km², induisent une gestion et une organisation à cette mesure. Quant à la dangerosité, elle sous-tend une parfaite maîtrise des « populations » vivant sur les territoires impliquées. Le nucléaire contraint à un monde globalisé et pacifié; il réalise en cela l'idéal du crédit sur plusieurs générations. Et, tout comme l'économie, la nécessité de s'en défaire apparaît impérieusement à quiconque ne voit pas, dans la perpétuation de ce monde, un horizon désirable.

4 - La nécessité de nous opposer au nucléaire ne signifie pas qu'il faille lui opposer les « énergies alternatives », sous peine de nous retrouver aux côtés des nouvelles mafias industrielles qui exproprient les paysans des Pouilles et bientôt du Maghreb pour y construire leurs absurdes centrales solaires, et pour finir aux côtés du CEA devenu entre-temps Commissariat aux Energies Alternatives. La ligne de partage n'est pas entre le nucléaire et les énergies alternatives mais entre une production d'énergie centralisée, commerciale et gérée par en haut, et une production décentralisée, contrôlée localement et renouvelable ; une production en contact direct avec les besoins qu'elle doit satisfaire. C'est seulement à l'échelle locale que se dissout l'alternative entre le nucléaire et la bougie : car là les besoins existants peuvent se donner les moyens de la production qui leur est nécessaire, et en retour les possibilités de production peuvent redéfinir intelligemment les besoins. Il faut cesser de penser la question de l'énergie en terme national si l'on entend sortir de l'impuissance.

5 - A quelque tendance du mouvement anti-nucléaire que l'on appartienne, il faut cesser de faire grief de notre échec collectif à telle ou telle autre tendance. Ce mécanisme de division atavique nous dédouane certes de toute responsabilité, mais nous condamne à perpétuer les causes de notre faiblesse. L'enseignement qui nous vient du mouvement allemand est précisément que les différentes tendances peuvent coexister sur une base pratique, en ayant chacune son mode d'action. A partir du moment où toutes poursuivent sincèrement le but commun d'en finir maintenant et par elles-mêmes avec le nucléaire, aucune n'a de titre à condamner la stratégie adoptée par les autres. La permanence des luttes de chapelles en France n'exprime que l'insuffisance pratique du mouvement. C'est justement par les différentes manières de se rapporter aux gestes de lutte sur un territoire que les luttes du Wendland ou du Val de Susa (la vallée italienne opposée à la construction d'une ligne de TGV) ont trouvé leur force.

Maintenant que des Etats s'engagent à renoncer au nucléaire, poussons avec force vers une sortie totale et immédiate. Ne soyons pas dupes des effets d'annonce gouvernementaux, comme celles d'une sortie « responsable » du nucléaire en 30 ans : il se peut bien que ce ne soit pour les dirigeants qu'une façon de gagner du temps, et qu'ils reviennent sur cette décision dès que l'occasion s'en présentera et que l'émotion sera retombée. Le nucléaire a la peau dure. Dans la mesure où l'on ne peut laisser nos vies entre les mains d'aucun dirigeant, la seule garantie de l'exécution effective des décisions prises est justement la permanence et la puissance du mouvement. On a assez joué avec nos vies. Nous ne nous laisserons pas gérer dans le cadre de la dénucléarisation comme on a pu gérer notre nucléarisation.